

**TARIF
DES ABONNEMENTS**

1 an 96 fr.
6 mois 50 —
3 mois 26 —

Les abonnements partent du
1^{er} et du 15 de chaque mois

ANNONCES

Saône-et-Loire et limitrophes :
rue des Tonneliers, Chalon-s.-S.
Extra Locale :
65, rue de Richelieu, Paris

enveloppe dont un numéro permet de retrouver le soir même l'auteur qui aurait osé voter selon son cœur.

René PRÉTET.

Lire la suite en page 3

L'élection sénatoriale de la Seine



M. Victor CONSTANT, le nouveau Sénateur de la Seine.

Paris, 11 avril. — La transmission des pouvoirs s'est effectuée ce matin, à la présidence du Conseil, ainsi que dans les ministères dont les portefeuilles sont pourvus de nouveaux titulaires, sauf au ministère des P. T. T. où cette cérémonie a eu lieu au cours de l'après-midi.

C'est à 10 heures qu'a eu lieu la transmission des pouvoirs, à l'Hôtel Matignon, où, en l'absence de M. Léon Blum, légèrement souffrant, MM. Vincent Auriol, Février et de Tessan ont passé les services de la présidence du Conseil à M. Edouard Daladier, qui accompagnait MM. Camille Chautemps et Raymond Pétain.

Ces deux ministres s'installeront à l'Hôtel Matignon où M. Daladier s'est réservé les bureaux qu'il occupait précédemment M. Léon Blum.

LA PRÉSENTATION DU CABINET DE M. DALADIER

Paris, 11 avril. — M. Edouard Daladier, qui travaillera toute la matinée dans son cabinet, a décidé que son gouvernement se présentera demain mardi, à 16 heures, devant le Parlement.

La présentation du ministère sera précédée d'un Conseil des ministres qui se tiendra à l'Elysée, au début de l'après-midi, à une heure qui n'est pas encore définitivement arrêtée. Il est vraisemblable que ce Conseil aura lieu soit à 14 h. 30, soit à 15 heures. D'autre part, M. Edouard Daladier réunira demain ses collègues, à 11 heures, au ministère de la Guerre. Au cours de cette délibération gouvernementale, M. Marchandau soumettra au Conseil ses projets financiers qui, comme la déclaration ministérielle, seront définitivement approuvés au cours du Conseil des ministres de l'après-midi.

Il est vraisemblable que le Gouvernement demandera au Parlement le vote d'une délégation de pouvoirs pour une durée déterminée et un objet précis.

Après le débat devant la Chambre, puis au Sénat, probablement jeudi, il est vraisemblable que les Chambres seront mises en vacances jusqu'au milieu du mois de mai.

ON PREVOIT L'ABSTENTION DES SOCIAUX

Paris, 11 avril. — La présentation du nouveau cabinet à la Chambre reste, en principe, fixée demain à 16 heures. Il se peut que l'Assemblée commence par examiner le projet de création d'une carte touristique pour les étrangers.

La lecture de la déclaration sera faite au Palais Bourbon par M. Daladier et au Luxembourg par M. Chautemps.

On croit que le président posera la question de confiance sur le renvoi à la suite des interpellations.

Il est probable qu'un projet analogue à celui qui a été déposé la semaine passée sera adopté sans trop de difficultés, mais avec une majorité différente.

Si le texte était voté dans la nuit, il pourrait être examiné par le Sénat dès jeudi.

Quelle que soit la procédure, il semblerait que le Gouvernement obtiendrait les votes de confiance qu'il sollicitera du Parlement : les groupes ne seront cependant appellés à délibérer que lorsque les intentions de M. Daladier seront connues. On ne peut encore préjuger de l'attitude socialiste, mais plusieurs des membres de ce groupe semblent peu enclins à accorder à un Cabinet où ils ne sont pas représentés les pouvoirs qui ont été deux fois refusés à des ministères présidés par leur chef, M. Léon Blum.

On considérait comme probable une abstention générale des socialistes : la majorité se trouverait alors étendue vers le centre par l'appoint des voix de certains groupes de l'opposition : gauche démocratique, Alliance, Démocrates populaires, indépendants républicains, représentés au sein du Cabinet et peut-être même une fraction des républicains indépendants et de la Fédération républicaine.

Il est vraisemblable que le Gouvernement demandera au Parlement le vote d'une délégation de pouvoirs pour une durée déterminée et un objet précis.

Après le débat devant la Chambre, puis au Sénat, probablement jeudi, il est vraisemblable que les Chambres seront mises en vacances jusqu'au milieu du mois de mai.

L'ÉTUDE DES MESURES FINANCIÈRES

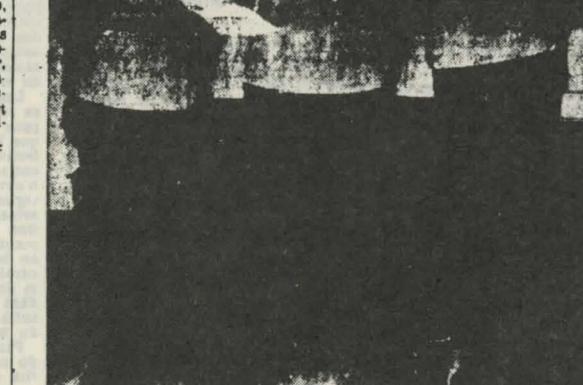
Paris, 11 avril. — M. Paul Marchandau a conféré, à la fin de la matinée, avec les divers directeurs de

les événements. Mais c'est surtout en matière de finances qu'il est vrai que si nous voulons assurer le salut, il faut que chacun sache accepter toutes les charges en proportion de ce qui sont ses facultés et ses moyens.

Lire la suite en page 3

les-Moulineaux ; Deberge et Lafay, à Paris ; Somma, à Saint-Ouen ; La-minoire Saint-Victor ; Constructions mécaniques Neclaus, à Paris ; Franco-Belge Gevelot ; Salmon, Air Am. Carrosserie Millon-Genet, Chaudronnerie Pinsard-Deny, à Noisy-le-Sec, Carrosserie Létourneau ; Blériot à Suresnes, Constructions mécani-

Lire la suite en page 3



Le chancelier HITLER, ayant à gauche le Dr GOEBBELS, ministre de la Propagande, et à droite, M. HESS, ministre du Reich, à la Chancellerie, à Berlin, examinant les résultats du vote.

LA FIN DE L'AUTRICHE

Le "plébiscite" a donné officiellement 99.08 % des voix au Führer !

« Une unanimous si excessivement astronomique fait que prouver l'usage de la force et l'absence totale de liberté » écrit un journal anglais



Avant l'embarquement de l'avion, le capitaine de La Vallière et son mécanicien procèdent aux dernières vérifications...

De notre envoyé au Havre. — La course infernale reprend sur New York-Paris... En effet, Philippe de La Vallière embarque demain pour New York d'où il tentera dès la semaine prochaine un nouveau record de vitesse sur la traversée de l'Atlantique nord en avion monomoteur. Originaire de notre département (il est né à Chalon en 1894), Philippe de La Vallière est devenu un as de l'aviation pendant la dernière guerre où, au côté de Guymer, il participa aux exploits de l'Escadrille des Cigognes.

Bien sûr la tentative sera particulièrement suivie en Saône-et-Loire. Le record actuel est détenu par l'américain John Savage sur Leister-B60 mais le Sirius des Français — de conception révolutionnaire paraît-il — ne devrait pas avoir de problème pour être plus rapide. La météo devra jouer également un grand rôle et des essais radiotéléphoniques seront effectués avec des paquebots pour obtenir les informations météorologiques les plus récentes.

Un point noir cependant, des menaces ont été faites aux aviateurs français pour tenter de les décourager. En effet, la firme qui détient le record actuel ne veut pas en être dépossédée. On aurait pu s'attendre à plus de play-of pour la partie de nos amis américains.

Prochain article : Préparation d'un record.

PÉPINIÈRES ET ROSERAIES

L. CHAMPION

8, rue du Champ-Gaillard

manche est un signal pour le monde.

A VIENNE

Vienne, 11 avril. — Les rues de Vienne ont présenté, tard dans la nuit, une grande animation. Mais on ne signale aucun incident.

Le journal « Montag » note avec satisfaction que le cardinal Imitzer, en penetrant dans le local de vote, a salué à l'historien levant le bras. Après qu'il eut voté, un membre de la Jeunesse hitlérienne lui épingle l'insigne à l'effigie du Führer, qui témoigne de l'accomplissement du devoir électoral et en quittant le local de vote, le cardinal Imitzer renouvela la salut hitalien.

Certains journaux autrichiens, qui paraissent d'habitué le lundi après-midi, ont paru ce matin, pour annoncer à leurs lecteurs le résultat du plébiscite, et leurs manchettes resument à elles seules l'impression causée par ce résultat.

Le « Neues Wiener Journal » parle d'un « oui unanime » et déclare que la patrie du Führer est allemande. Pour le « Neues Wiener Tageblatt », le plébiscite est une « grandiose confession de foi de la marche de l'Est pour le Führer ». Dans son commentaire, ce journal ajoute : « Ce ne fut pas un plébiscite au sens où l'entendent les systèmes démocratiques. Ce fut une offrande de reconnaissance. Devant l'histoire du peuple allemand, devant le Führer du peuple allemand, nous, Allemands d'Autriche, nous avons dit : « Oui, mon Führer, c'est la patrie ».

Lire la suite en page 3



LE NOUVEAU MINISTÈRE DALADIER. — On reconnaît de gauche à droite : MM. RUCART, QUEUILLE, BONNET, PATENOTRE, CHAUTEMPS, CAMPINCHI, REYNAUD, DALADIER, CHAMPIER DE RIBES, BARRAUT, GENTIN, FROSSARD, ZAY et Guy LA CHAMBRE.

NOUVELLES DE DERNIÈRE HEURE

L'élection de la Seine montre un courant dont M. Daladier pourrait profiter

(De notre rédaction parisienne, lundi, 22 heures.)

C'est demain, à 6 heures, que le ministère Daladier se présentera devant les Chambres. Après la lecture de la déclaration ministérielle, le président du Conseil demandera le renvoi à la suite des interpellations, en posant la question de confiance. Ce sera sa première majorité. En même temps, il déposera un projet financier, dont il n'était pas encore absolument sûr, ce soir, mais qui comporterait une délégation

cette initiative de M. Levillain, qui agissait en plein accord avec son ami M. Loyau, qu'il avait été question de substituer aux quatre candidats anti-communistes.

Ajoutons que, pour fêter la victoire de M. Victor Constant, un dîner fut improvisé, où fraternisèrent MM. Pierre Laval, Levillain, Loyau, Bourre, Torchassée, etc., c'est-à-dire les représentants de tous les partis anti-marxistes.

« Ce fut, nous disait M. Tizier-Vignancour qui s'était glissé parmi les convives, une belle manifestation d'Union sacrée ». Il ajouta, en parlant de M. Pierre Laval des gens du Front Populaire, « il leur a donné une belle son de cuistne ».

Il faut prendre ici le mot « cuistne » au sens noble, car, précisément dans l'affaire, tout s'est passé au grand jour ; et l'appel de M. Pierre Laval n'a été entendu que parce que lui-même était porté par le courant.

Ce courant portera M. Daladier, si M. Daladier le veut bien ; ses amis ont dû lui rappeler qu'il n'y avait pour ainsi dire pas de réaction, à la Chambre, de la part des socialistes contre son Cabinet, et que, du côté de la minorité, la réserve que s'exprime ce soir dans le communiqué de la Fédération Républicaine n'avait rien du préjugé défavorable.

Mais les pleins pouvoirs effraient à juste titre ceux des députés qui ont fallu payer de leurs sièges leur approbation des décrets Laval.

M. Daladier ne peut obtenir un blanc-seing des modérés que si les socialistes le lui accordent aussi, ou si les socialistes, votant contre le Cabinet, M. Daladier accepte vaillamment la rupture du Front Populaire et le renversement de la majorité.

Paris en passant qu'à ce point la rue on félicite M. Daladier ne pas s'installer à l'Hôtel Matignon, où seront les services de M. Chautemps, et de rester dans le cadre des bureaux de la rue Saint-Dominique, qui lui sont familiers, et où il se trouve en contact direct, et pour ainsi dire de tous les instants, avec l'état-major.

M. Daladier, dans les entretiens qu'il a eus au cours de la crise, a dit qu'il mettait en tête de son programme l'évacuation des usines occupées. Il y avait à ce moment-là 30.000 grévistes à Paris et dans la banlieue. Ce soir, du fait de la grève avec occupation des usines Renault, ils sont plus de

Les grèves s'étendent malgré la volonté des ouvriers

Suite de la page 1

DENT TRENTÉ MILLE OUVRIERS EN GREVE

Paris, 11 avril. — Le conflit de la métallurgie de la région parisienne, qui samedi et dimanche n'avait pas évolué, s'est subitement étendu et a gravé au cours de la journée.

Dans la plupart des usines en activité, une délégation avait été nommée pour porter aux directions les revendications ouvrières. Les réponses n'ayant pas paru satisfaisantes aux délégués, les ouvriers d'un certain nombre d'usines de la grosse industrie métallurgique ont cessé le travail vers 16 heures, notamment les usines Renault, dont 35.000 ouvriers occupent les ateliers.

Plus de 130.000 ouvriers métallurgistes sont actuellement en grève.

AU MINISTÈRE DU TRAVAIL ON ESSAIE DE RESOUDRE LE CONFLIT

Paris, 11 avril. — Des consultations pour mettre fin au conflit de la métallurgie se sont poursuivies au ministère du Travail, où ont été successivement reçus M. Lescaille, président de la Chambre syndicale des constructions aéronautiques, et les délégués ouvriers de l'Union syndicale métallurgique.

Le ministre recevra demain M. Pietiet, représentant patronal des industries métallurgiques autres que l'aviation.

M. SARRAUT CONFERE AVEC M. RAMADIER

Paris, 11 avril. — M. Sarraut, ministre de l'Intérieur, a reçu au fin d'après-midi M. Ramadier, ministre du Travail, avec lequel il s'est entretenu du conflit de la métallurgie de la région parisienne et de la question des occupations d'usines.

QUAND LE VOTE SECRET EST ADMIS, LES OUVRIERS REPOUSSENT LA GREVE

Versailles, 11 avril. — Les 800 ouvriers de l'usine des Téléphones de Bezons ont rejeté la grève à une forte majorité par un vote secret.

LES DÉLÉGUÉS SOCIASTES ONT IMPOSÉ LA GREVE MALORE LA VOLONTE DES OUVRIERS

Paris, 11 avril. — Le groupe des industries métallurgiques, mécaniques et textiles de la région parisienne communiqua :

Les grèves avec occupations déclenchées dans la journée dans une soixantaine d'établissements portent environ à une centaine le nombre d'entreprises occupées employant ensemble 130.000 salariés dont 60.000

LE GOUVERNEMENT va demander les pleins pouvoirs financiers

Suite de la page 1

C'est sur ce consentement général de tous les Français à l'accomplissement de leur grand devoir que je compte avant tout, au moment où, avec courage et confiance, je me renets au travail pour mener à bien ma lourde tâche ».

LES MESURES FINANCIERES

Paris, 11 avril. — Le nouveau ministère réclamera dès deux assises l'autorisation de prendre par décret jusqu'au 31 juillet les mesures propres à assurer la défense de la monnaie, la restauration des finances publiques et le relèvement de l'économie nationale.

Parmi les moyens envisagés, on cite dès maintenant la suppression de l'amortissement de la dette publique pendant deux ans, la faculté donnée à l'Etat de recevoir de la Banque de France 5 milliards d'avances supplémentaires, l'autorisation d'émettre un emprunt de défense nationale d'un montant de 15 milliards ; l'aménagement des tarifs douaniers, etc..

Dans l'éventualité d'un vote favorable, les Chambres seront mises en vacances à la fin de la semaine en raison des fêtes de Pâques et seront rappelées dans le courant du mois, après la session des Conseils généraux.

UN COMMUNIQUE DE LA FÉDÉRATION RÉPUBLICAINE

Paris, 11 avril. — Voici le communiqué publié à l'issue de la réunion de la Fédération républicaine :

« Réuni sous la présidence de M. Louis Marin, le groupe de la Fédération républicaine a été unanime pour féliciter M. Victor Constant, président du Conseil général de la Seine et membre du Conseil national de la Fédération, de sa belle election au Sénat et du fait qu'il a ainsi réuni sur son nom les suffrages de tous les délégués sénatoriaux anticomunistes du département.

Le groupe de la Fédération souligne l'exceptionnelle gravité des grèves qui s'étendent dans la métallurgie parisienne, au mépris des dispositions formées de la loi du 4 mars 1938 sur l'arbitrage et la révision des salaires. Il décide de réserver son attitude à l'égard du Gouvernement jusqu'à ce qu'il ait rendu son programme et ses projets.

Le groupe tient enfin à déclarer

L'élection sénatoriale

L'Angleterre demande que la reconnaissance de la conquête soit à l'ordre du jour de la prochaine session genevoise

Le plébiscite allemand

Suite de la page 1

LA PRESSE ANGLAISE JUGE SEVEREMENT LA COMEDIE

Londres, 11 avril. — Si la quasi-unanimité du plébiscite allemand était destinée, dans l'esprit des organisateurs, à convaincre l'opinion publique étrangère du sentiment profond du peuple autrichien, on peut dire qu'elle a obtenu l'effet opposé auprès de l'opinion anglaise, telle qu'elle est, ce matin, reflétée par la presse londonienne.

Le « Times », qui s'applique cependant à montrer tout ce qu'il y avait, à son avis, de naturel dans l'union de l'Autriche à l'Allemagne, arrive à la conclusion que le plébiscite n'aurait eu de valeur que s'il s'était déroulé comme le voulait le chancelier Schuschnigg. Ayant au contraire eu lieu à l'ombre des balafonnettes allemandes, il constitue, selon le journal conservateur, le digne couronnement (sic) : « méthodes déplorables » employées par les dirigeants nazis depuis le coup de force du mois dernier.

En tant qu'instrument révélant le véritable sentiment des Autrichiens, écrit, de son côté le « Daily Telegraph », le plébiscite n'a pas plus de signification qu'un baromètre dont l'aiguille serait déplacée par la main, non par le mercure.

Une unanimous, si excessivement astronomique », loin d'être une force en soi, ne fait, conclut le journal de droite, que prouver l'usage de la force et l'absence totale de liberté ».

PAS DE SURPRISE

Paris, 11 avril. — La demande du gouvernement anglais d'inscrire la question de la reconnaissance de la conquête de l'Ethiopie à l'ordre du jour de la session de Genève n'a causé aucune surprise dans les milieux diplomatiques français qui ont été informés du cours des négociations anglo-italiennes.

EN BELGIQUE

Bruxelles, 11 avril. — L'Indépendance Belge (organe de concentration national) estime que « si le Cabinet Daladier n'apparaît pas comme la combinaison ministérielle idéale, il semble de toute façon cependant à arrêter la France dans sa marche à l'abîme et peut-être à lui faire remonter la pente ».

EN ITALIE

Rome, 11 avril. — Le Cabinet Daladier est accueilli avec sympathie à Rome, où on se plaît à voir la promesse d'un retour à une politique réaliste.

L'Agence Stefani écrit :

« Le choix de M. Daladier comme président du Conseil doit être généralement interprété comme une imposition réaliste et non uniquement politique, du problème de la défense nationale. Cette fois, on assure que la défense nationale ne sera pas seulement comprise comme potentiel technique des forces armées, mais aussi comme renforcement financier, stabilisation de l'ordre, intensification du travail, début d'une période de concorde nationale et de mobilisation morale : mise à jour et révision de la politique internationale, etc. »

AU BRÉSIL

Une panique

dans un cinéma

30 morts, 100 blessés

Suite de la page 1

En Espagne

Suite de la page 1

Ce n'est pas encore la grève générale de la métallurgie de la région parisienne, mais c'est une grève très étendue, puisqu'un seul établissement important, les usines Peugeot, n'est pas touché par la grève.

Il est clair que la cessation du travail, chez Renault, ne vient pas des trotskystes ou des pétardistes, mais des communistes, qui ont tout pris pour leur revanche, au lieu de l'installation de M. Georges Bonnet au Quai d'Orsay, que la défaite du candidat communiste à l'élection sénatoriale d'hier.

Ce qui a tout particulièrement brisé les dirigeants du parti communiste, dans cette élection, c'est qu'ils ont été vaincus par M. Pierre Laval. On se souvient que celui-ci, réuni aux dernières élections sénatoriales, dans la Seine, et non dans le Puy-de-Dôme, avait été pour son département natal, qu'il avait été remplacé, dans la Seine, par M. Clamanus. Hier, il s'agissait de remplacer un néosocialiste, M. Auray, et les communistes ne doutaient pas du succès de leur candidat, M. Marrane, maire d'Ivry, ancien président du Conseil général, qui était un excellent candidat. L'Humanité avait échoué les délégués sénatoriaux du Front Populaire et en avait trouvé 730 sur 1.250. M. Marrane n'en a pas moins été battu, et pour un membre du Comité de la Fédération Républicaine, M. Victor Constant, parce que les voix de l'U. S. R. ne sont reportées sur lui, à l'appel de M. Pierre Laral, qui a dit aux délégués sénatoriaux anti-communistes qu'ils avaient à choisir entre la paix et la guerre. Ajoutons que M. Pierre Laval défendait en M. Victor Constant un autre Auvergnat.

Il n'a pas du manquer de certains timides pour détourner M. Pierre Laval de sa montée dans cette élection ; il ne les a pas écoutés, et en se jetant dans la bagarre, il a non seulement fait élire son candidat, mais il a donné à l'élection sa véritable portée.

M. Viollette et Paul-Boncour ont bien compris que, pour protester contre la trahison de leur ami politique, ils ont tous deux envoyé à M. Marcel Détail leur démission de l'U. S. R., parti fondé par M. Paul-Boncour.

Celui-ci avait permis aux communistes de distribuer aux délégués sénatoriaux des tracts où on lui faisait recommander la candidature Marrane. Mais un conseiller municipal U. S. R., M. Levillain, téléphona à M. Paul-Boncour pour lui dire qu'il se mêlait de ce qui ne le regardait pas, et que seule la Fédération de la Seine U. S. R. avait voté au chapeau, dans cette élection. C'est M. Lafaye, député néo-socialiste de la Gironde, qui nous a signalé

pour les établissements Renault et Citroën ; les délégués, au présentaient des demandes d'augmentations de salaires, n'ont pas caché qu'ils agissaient par ordre. Ils s'en sont, dans de nombreux cas, excusés.

Les directions ont confirmé qu'elles se référaient à l'application de la loi pour la question des salaires. Lorsque la question de la convention collective a été évoquée, les directions ont souligné que la convention de 1936 n'avait pas été dénoncée, reste en vigueur dans de nombreux établissements et la résistance d'une fraction importante du personnel s'est manifestée par des demandes de vote au bulletin secret. Celui-ci a été généralement empêché par les délégués, et dans quelques cas, il a pu cependant être organisé : on note des résultats qui confirment l'impopularité du mouvement.

Plusieurs décisions de continuation du travail ont été prises à la majorité des votants.

MAJORITÉ ÉORASANTE CONTRE LA GREVE AUX USINES RENAULT

Paris, 11 avril. — La Direction des usines Renault communique la note suivante :

Un vote organisé dans la soirée de lundi parmi les collaborateurs des usines Renault a donné les résultats suivants :

Pour la grève : 874 voix ; contre la grève : 2.902 voix ; bulletin blanc : 25 voix ; blancs : 90 voix ; au total, 3.911 voix.

Ces résultats ont été contrôlés par deux délégués de chacune des organisations suivantes : C.G.T., F.G.M., S.C.I.A.T., C.F.T.C. et C.S.P.F. et représentent donc des chiffres officiels.

A titre d'exemple, un bureau de vote installé dans un seul service « la comptabilité industrielle », a enregistré 436 voix contre la grève, 26 pour la grève et 4 bulletins blancs.

Cette énorme majorité contre la grève justifie le fait que la direction des usines Renault a décidé de convier ses collaborateurs à reprendre le travail normalement mardi, à 8 heures. En ce qui concerne l'occupation de l'usine, elle fait remarquer qu'à peine 10 % du personnel ouvrier est resté à l'intérieur des ateliers, soit environ 3.500 ouvriers pour 135 hectares.

l'accord anglo-italien serait signé jeudi

Londres, 11 avril. — On considère que l'accord anglo-italien sera signé jeudi prochain à Rome

EN ROUMANIE UN AUTOCAR pris en écharpe par une locomotive

7 morts, 21 blessés

Bucarest, 11 avril. — Un autocar a été pris en écharpe par une locomotive, à un passage à niveau entre Galata et Cetatea-Alba, et complètement détruit.

Il y a sept morts et 21 blessés, dont plusieurs très grièvement.

L'accident est dû à la négligence du garde-barrière.

D'autre part, un train de marchandises est entré en collision hier avec la remorque d'une automobile, à la station de Podu-Josai.

Dix passagers ont été blessés.

Le "Front Populaire" en Tunisie 10 morts : tel est le bilan de l'échauffourée de samedi

Le calme revient peu à peu sur le territoire de la résidence

Tunis, 11 avril. — On demande officiellement :

Le calme est complet à Tunis. Quelques actes de sabotage ont été commis dans la région du Cap Bon.

On signale une légère agitation dans la région de Monastir. La situation est normale dans le reste de la résidence.

Le chiffre des victimes de l'échauffourée de samedi s'élève à dix morts parmi les manifestants et un mort dans le service d'ordre. Les obsèques des dix indigènes tués ont eu lieu dans la matinée sans aucun incident.

pour les établissements Renault et Citroën ; les délégués, au présentaient des demandes d'augmentations de salaires, n'ont pas caché qu'ils agissaient par ordre. Ils s'en sont, dans de nombreux cas, excusés.

de la Seine sème le désarroi dans les groupes du « Front populaire »

Paris, 11 avril. — A la suite du résultat de l'élection sénatoriale qui a eu lieu hier dans la Seine, MM. Maurice Viollette, député d'Eure-et-Loir, ancien ministre ; Paul-Boncour, président du parti ; et Raoul Brandon, député de Paris, ont adressé leur démission de membre du parti au secrétaire général de l'Union socialiste républicaine.

LE CONFLIT S'AGGRAVE ENTRE L'U. S. R. ET LES COMMUNISTES

Paris, 11 avril. — M. Emile Favre, secrétaire général de la Fédération de la Seine de l'Union socialiste républicaine, communiquait une note où il proteste contre les commentaires parus, ce matin, dans certains journaux, au sujet du résultat de l'élection sénatoriale du 10 avril. Il s'agit des commentaires de « L'Humanité ».

Il ajoute : « Notre Fédération a été, au cours de cette élection, le souci d'assurer l'élection d'un candidat de Front populaire, et aussi de faire être victimes des manœuvres déranger les droits des partis démocratiques, qui se refusaient toujours loyalement au parti communiste ».

DOUBS UN ADJUDANT EST ÉORASÉ PAR SA VOITURE

Besançon, 11 avril. — On a découvert, ce matin, aux abords du village de Baume-les-Dames, une automobile renversée sur le talus d'un chemin vicinal conduisant à la route nationale. Dans ce véhicule, une petite 5 CV, un cadavre gisait qu'on a identifié comme étant celui de M. Gauthier, adjudant au parc d'artillerie du Val-d'Amour.

Le malheureux avait, au 10 avril, été écrasé sous la carrosserie ; on ignore dans quelles circonstances a pu se produire cet accident.

UN PIÉTON EST TUÉ PAR UNE AUTO

Besançon, 11 avril. — Cette nuit, M. Bourquin, demeurant à Ornans (Doubs), suivait en automobile la route de Dole à Besançon, quand il aperçut, entre Dampierre et Saint-Urbain, un piéton qui tenait le milieu de la chaussée. L'automobiliste qui roulait à une vitesse qu'il évalua lui-même à 100 kilomètres à l'heure, actionna son klaxon puis freina, mais en passant à hauteur du piéton, il percut un léger choc et obliqua à gauche. Il jeta sa voiture dans le fossé. M. Bourquin, qui n'avait aucun mal, découvrit alors sur la route une pipe et une casquette, mais il ne put retrouver trace du piéton.

Peu après, on aperçut la gendarmerie de Fraisans qui, après de longues recherches, finit par découvrir, au main, dans un fossé, et à une trentaine de mètres du lieu de l'accident, le cadavre du piéton.

Ce dernier est M. Dame, âgé de 40 ans, domestique de culture à Evans (Jura).

La gendarmerie de Fraisans poursuit son enquête.

Dimanche tour de suite qu'il les a assaillis tous quatre en liberté provisoire ; ce sont MM. le Dr Marcel Blondin, 42 ans, demeurant 198, boulevard Saint-Germain, qui avait, ou s'en souvient, participé à une fourniture de matériel sanitaire découverte lors des perquisitions de la rue Ampère ; M. Pierre Place, ingénieur, 57 ans, demeurant 45, rue de Rennes, qui serait, d'après les renseignements recueillis, le chef d'un des régiments de l'association secrète ; M. Place est le père de l'ingénieur Henri Place qui fut arrêté en septembre dernier et remis un peu plus tard en liberté provisoire. M. André D'Orléans, âgé de 40 ans, entrepreneur de peinture, demeurant 67, boulevard de Montparnasse, qui aurait importé une certaine quantité de cartouches et jouait un rôle important dans l'association. Enfin, M. Louis de Guivardon, 48 ans, publiciste, demeurant 15, rue Saussier-le-Roy, qui aurait dirigé des exercices de tir dans une carrière de Seine-et-Oise.

Les quatre nouveaux inculpés ont choisi comme avocats M. Boudrier, Paul, André Vianot et Renouvin.

LE G. S. A. R. N'EST QU'UNE INVENTION DE LA POLICE ! DÉCLARE M. DELONCLE

Paris, 11 avril. — Interrogé en présence de ses avocats par M. Béteille, juge d'instruction, M. Eugène Deloncle a expliqué que le CSAR n'avait jamais existé et que c'est une invention de la police. En réalité il était le chef de l'OSARN (Organisme spécial d'action régulatrice national), élément de l'U. C. A. D. pour la lutte active contre le communisme.

M. Béteille lui demandant des détails sur l'organisation de l'OSARN, M. Deloncle a précisé que cette organisation comptait environ 50 membres d'état-major et de liaison ; il a assuré que le général Duseigneur n'en faisait point partie.

En ce qui concerne l'origine des armes, M. Deloncle a affirmé qu'elles provenaient de convois destinés à l'Espagne. Avec la complicité de certains importateurs, les commandes étaient majorées et à leur passage en France un certain nombre de raisonnables étaient l'objet d'adrobates substitués.

Il a expliqué que l'« Osarn » entretenait des rapports de liaison avec l'armée pour l'étude d'un plan défensif commun pour l'aria et les grands centres où il y a des noyaux communistes importants.

Il se concerne à plusieurs reprises à ce sujet avec des personnalités militaires.

M. Deloncle a refusé de donner le nom des officiers avec lesquels il était en rapport. Quant à l'origine des fonds de l'association, il a affirmé que les rapports de police qui le représentaient comme ayant touché plusieurs millions étaient absolument fantaisistes. L'« Osarn » n'avait qu'un budget de 400.000 francs. Les autres sociétés secrètes avaient leurs fonds à leur disposition. M. Deloncle a ajouté qu'il connaissait quelques uns de ceux qui ont donné l'argent, mais qu'il pensait n'être jamais amené à révéler leurs noms.

Il a enfin déclaré qu'ils avaient le ferme espoir de triompher ; après avoir soutenu l'armée et repoussé les communistes, ils auraient mis en place un gouvernement de Français honnêtes et compétents qui eussent réalisé la réforme de la Constitution sans d'ailleurs changer de régime.

M. Deloncle s'est refusé à donner toutes précisions nouvelles sur les hommes sur lesquels comptait l'« Osarn » pour ce nouveau gouvernement.

Après cet interrogatoire qui a duré plusieurs heures, il a été reconduit à la Santé.

Rio de Janeiro, 11 avril. — On demande de São Paulo qu'un spectacle ayant crié sans raison « au feu », au cours d'une représentation dans un cinéma, une panique s'est emparée de la foule, qui s'est ruée aux portes pour gagner la rue.

Dans la bousculade, une trentaine d'enfants ont été tués et une centaine blessés.

Tirages financiers

FONCIERES 1908

Le numéro 373.638 est remboursé par 100.000 francs.

Le numéro 410.707 est remboursé par 30.000 francs.

COMMUNALES 4 % 1931

Le numéro 1.770.639 est remboursé par 1 million de francs.

Le numéro 2.434.513 est remboursé par 100.000 francs.

Les deux derniers numéros suivants sont remboursés chacun par 50.000 francs :

454.114 et 794.489.

Les dix derniers numéros suivants sont remboursés chacun par 20.000 francs :

21.491.66.400.88.639.466.867.533.865.861.983.

MESSAGE PERSONNEL

L'oiseau s'est envolé.

Les carottes sont cuites.

R-d-V dim. 19 h - 21/7/1931/58

LES COURSES

HIER LUNDI, A SAINT-CLOUD

Prix d'Evreux. — 1. Pastel : 18-12. — 2. Reue de Picardie : 21-3. Le Hajdin : 33.

Prix War Dance. — 1. Denver : 28-13. — 2. Sabir : 15. — 3. Rhododendron : 14.

Prix d'Andréasy. — 1. Pearlbrix : 46-15. — 2. Iroirp : 13.

Prix Sardanapale. — 1. Eridan : 36-16. — 2. Fitz : 19. — 3. Athalaric : 50.

Prix du Gazon. — 1. Astibai : 39-17. — 2. Laurier Rose : 22. — 3. Last Post : 19. — 3. Calabraise : 51.

Prix La Farina. — 1. Rousserule : 36-19. — 2. Troylus : 20. — 3. Indiara : 22.

Bourse de Commerce de Paris

11 avril 1938

Avoines. — Avril, 130 à 130.30. mai, 128.50 ; juin, 129. — 3 mai, 128.25 à 128.50 ; juillet, 127.25 ; août, 125 à 127. 124. A. Cote officielle, 125.

Suères. — Avril, 294 à 294.50 ; mai, 292.50 ; juin, 293.50 ; 3 mai, 292.50 à 294.50 ; juin, 293 à 294 ; sept., 293 à 294.50 ; 3 nov., 297.50. Cote officielle, 293 à 294.50.

Huile de lin. — Avril, 400 à 405 ; mai, 403 A. mai-juin, 410 ; 4 mai, 417 à 421 ; 4 sept., 422 à 427.

Bourse de Commerce du Havre

11 avril 1938

Otens. — Mai, 404.50 ; juillet, 413.50 ; oct., 425 ; déc., 432 ; janv., 434.50 ; mars, 438.50.

Cafés. — Mai, 165.50 ; juillet, 166.50 ; sept., 168.50 ; déc., 170.75 ; **HAVRE**, 171.50.

Les marxistes, pendant leur courte occupation d'une partie du village, ont commis de nombreux exces répétant ceux que l'on vit au début de la guerre. Ils ont fusillé plusieurs familles dont on a trouvé les cadavres mutilés.

Le général Franco a ordonné d'ouvrir une enquête afin d'apporter aux peuples civilisés une preuve des actes de sauvagerie des troupes rouges.

DANS LA CHARENTE

un incendie détruit

1.500 hectares de bois

Angoulême, 11 avril. — Un incendie d'une extrême violence s'est déclaré dans les communes de Dignac et de Rougnac (Charente).

Activées par un vent de tempête, les flammes ont détruit 1.500 hectares de bois.

L'Autriche a vécu

Suite de la page 1

Devant une telle comédie, on ne peut que admirer les quelques milliers d'Autrichiens qui ont eu la courage de voter « non ».

Nous n'aurons pas la fatalité de penser que toute l'Autriche a voté contre son cœur. Le poison hitlérien a fait ses conquêtes ; l'attraction qu'exerce inmanquablement un pouvoir fort a agi. Mais nous persistons à penser que si l'Allemagne avait eu confiance dans la voix d'une Autriche libre, si elle avait pensé que les Autrichiens pouvaient sincèrement vouloir l'anéantissement de leur Patrie, elle n'aurait pas couru le risque d'une guerre pour empêcher, par la force, le plébiscite que le chancelier Schuschnigg avait organisé. Mais l'Allemagne avait plus confiance dans ses méthodes que dans le geste d'une Autriche libre.

Maintenant, le drame s'est achevé. Trahi par un ministre fâché, abandonnée par ceux qui auraient pu la sauver, l'Autriche a vécu. Et déjà on cherche quelle sera la nouvelle proie de l'appétit allemand.

Il est un chant qui a beaucoup résonné ces derniers jours du Rhin au Niemen, de la Baltique au Brenner ; c'est le chant du culte hitlérien ; et on y entend ceci :

« Aujourd'hui, l'Allemagne nous appartient ; demain, ce sera le monde entier. »

Il serait temps que nous prenions garde à la menace. On ne se donne même plus la peine de nous la déguiser. L'Allemagne, que nos fautes et notre affaiblissement encouragent, n'est pas loin de se croire tout permis.

Band PRÉTÉT.